

Aff N°: C23004126

N° chrono: 6

Date: 22/10/25

PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION SÉCURITÉ ET PROTECTION DE LA SANTÉ

Cavale blanche Restructuration du service Dialyse Pôle 4 niveau 3 BREST (29)

MAITRE D'OUVRAGE

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE BREST
UNIVERSITAIRE DE BREST
5 AVENUE MARECHAL FOCH
29609 BREST CEDEX

Architecte

COLLECTIF D'ARCHITECTES
20 QUAI DU COMMANDANT MALBERT
29200 BREST
France

Maître d'oeuvre

COLLECTIF D'ARCHITECTES
20 QUAI DU COMMANDANT MALBERT
29200 BREST
France

COORDONNATEUR SECURITE PROTECTION DE LA SANTE

PHASE DE CONCEPTION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - Brest
LAHE BERNARD
37 avenue du Baron Lacrosse
ZAC de Kergaradec
CS 80166
29803 BREST CEDEX 9

PHASE DE REALISATION

APAVE INFRASTRUCTURES ET
CONSTRUCTION FRANCE - Brest
LAHE BERNARD
37 avenue du Baron Lacrosse
ZAC de Kergaradec
CS 80166
29803 BREST CEDEX 9

Ce document a été établi à la demande du maître d'ouvrage par le coordonnateur SPS pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail. Il est conservé pendant 5 ans par le Maître d'Ouvrage, à compter de la réception de l'ouvrage.

Indice	Additif	Date	Origine et objet des révisions et additifs	N° du document
1	Aucun	17/10/25	PGC établi : Avant envoi du DCE aux entreprises	5
2	Aucun	22/10/25	Nouvelle rédaction du PGC : Précisions apportées par le BET Structure, fluides et économiste en date du 20/10/2025 Grille d'évaluation des risques infectieux et fongiques liés aux travaux jointe en annexe REF: TRAV-EOH-EOH/ENR-01109 Version 01.	6

PRÉAMBULE

Ce document a été établi à la demande du Maître d'Ouvrage par le Coordonnateur Sécurité et Protection de la Santé pour répondre aux exigences de l'article L4532-8 du code du travail.

Il est fondé sur les principes généraux de prévention, c'est-à-dire :

1. Eviter les risques,
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités,
3. Combattre les risques à la source,
4. Adapter le travail à l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment de limiter le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé,
5. Tenir compte de l'état d'évolution de la technique,
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou par ce qui est moins dangereux,
7. Planifier la prévention en y intégrant, dans un ensemble cohérent, la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants, notamment en ce qui concerne les risques liés au harcèlement moral tel qu'il est défini à l'article L1152-1,
8. Prendre des mesures de protection collective en leur donnant la priorité sur les mesures de protection individuelle,
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs.

Les principes 1, 2, 3, 5, 6, 7 et 8 sont applicables au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS ; les principes 1 à 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1, 2, 3, 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

Le Plan Général de Coordination constitue une pièce du dossier de consultation des entreprises, y compris des sous traitants et des travailleurs indépendants, les dispositions qu'il comporte étant de nature à influencer notamment sur les sommes à engager pour réaliser les travaux.

Les éléments contenus dans ce plan ont force de données de base pour les entreprises contractantes. Celles-ci devront en tenir compte pour établir leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

Le Plan Général de Coordination est complété et adapté par le coordonnateur en fonction de l'évolution du chantier.

Tous les documents émis par APAVE à l'intention du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre, de l'OPC, des entreprises, y compris les entreprises sous-traitantes, sont normalement adressés aux différents destinataires par mail. Les réponses et documents émis par les intervenants à destination d'APAVE le sont également par mail. Les intervenants souhaitant utiliser un autre mode de transmission (forme papier pour les documents volumineux par exemple), doivent en informer le coordonnateur SPS. Les courriels envoyés par APAVE auront comme émetteur prénom.nom@apave.com et comporteront des pièces jointes au format.pdf et/ou .doc, dans lequel prénom.nom correspond au prénom et nom de l'intervenant APAVE qui a validé les documents transmis. Les intervenants du chantier doivent prendre toutes dispositions dans le paramétrage de leur messagerie, afin de permettre la bonne réception des courriels et des pièces jointes.

SOMMAIRE

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION	6
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION	6
2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS	8
2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS	8
2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER	9
2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER	13
2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS	14
3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT	16
3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER	16
3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.	18
3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX	20
3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES	20
3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	21
3.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE	23
3.7. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS	26
3.8. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE	26
4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER	30
4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE	30
5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES	33
5.1. ORGANISATION DES SECOURS	33

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS	34
6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES	34
7. ANNEXES	36
7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE	36
7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE	41
7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB	41
7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX	41
7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER	41
7.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL	41
7.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)	41
7.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES	42

1. RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX SUR L'OPÉRATION

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Adresse, nature de l'opération, calendrier général d'exécution

Nom de l'opération :

Cavale blanche Restructuration du service Dialyse Pôle 4 niveau 3 - BREST (29)

Descriptif de l'opération :

la présente opération concerne la restructuration du pôle 4 niveau 3 Hémodialyse.

Lieux d'exécution : Centre hospitalier de la Cavale Blanche Boulevard Tanguy PRIGENT à BREST .

Le délai global d'exécution des travaux est fixé dans le planning prévisionnel en annexe du PGCSPS

Calendrier :

Date début des travaux : 03/2026

Durée totale des travaux : 20 mois en 2 phases

Planning - Phasage de l'opération :

Le phasage des travaux réalisé par COLLECTIF D'ARCHITECTE est joint à la consultation.

Effectifs :

Effectif moyen prévisible : 15

Effectif pointe prévisible : 25

Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif prévisionnel des travailleurs appelés à intervenir, le maître d'ouvrage a classé cette opération en Catégorie 2 au sens de l'article R.4532-1 du Code du Travail.

1.1.2. Mode de consultation

Pour la liste des lots (ou allotissement) voir annexe du présent PGC.

Les informations relatives aux titulaires des marchés et sous-traitants éventuels seront tenues à jour tout au long de l'opération au travers du Registre Journal par le coordonnateur.

1.1.3. Désignation des sous-traitants

Lors de la remise des offres, et avant toute intervention sur le chantier, les entreprises titulaires de un ou plusieurs lots, sont tenues de préciser le nom des sous-traitants qui participeront à la construction de l'ouvrage.

Les sous-traitants devront établir au même titre que l'entreprise titulaire du marché un plan particulier de sécurité et de protection de la santé dans le délai suivant à compter de la réception du contrat par l'entrepreneur titulaire : 30 jours (ou 8 jours pour les travaux de second œuvre).

1.1.4. Contraintes administratives ou servitudes pour le maître d'ouvrage :

Permis de construire - Prescriptions particulières

Déclaration préalable

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr - liste des op. de réseaux concernés par les travaux

- Déclaration de travaux (DT) à faire.

[Interdiction de survol \(Héliport à proximité immédiate du chantier\)](#)

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier (Services des urgences, héliport, patients de la dialyse..)

Présence du public, des usagers

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Vous faire remettre la copie de la déclaration faite par l'employeur à l'inspection du travail.

- Déclarer vous-même ces salariés, en cas de défaut de déclaration de leur employeur.

1.1.5. Contraintes administratives ou particulières pour l'entreprise :

Inspection commune avec le C.SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante. Date à fixer en accord avec le C. SPS au moins 15 jours avant le début de l'intervention. Elaboration et remise d'un PPSPS au coordonnateur SPS : obligatoire, préalablement à l'intervention de chaque entreprise, y compris sous-traitante.

Détection d'ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques :

- Consultation obligatoire du téléservice: www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

- DICT à faire et à adresser obligatoirement aux op. de réseaux

Demande d'autorisation de voirie

[Interdiction de survol \(Héliport à proximité immédiate du chantier\)](#)

Activités d'exploitation maintenues durant le chantier

Présence d'établissement en exploitation à proximité du chantier

Présence du public, des usagers

Entreprises étrangères : respect des dispositions du code du travail français

Respect de la réglementation en vigueur relative au travail illégal

Salariés détachés par leur employeur sur le sol français:

- Les déclarer à l'inspection du travail du lieu où débute la prestation.

- Désigner un représentant de l'entreprise, chargé d'assurer la liaison avec les agents mentionnés à L8271-1-2.

2. ORGANISATION DU CHANTIER : MESURES ARRETEES PAR LE MAITRE D'OEUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR SPS

2.1. MODALITES D'ACCES DES DIFFERENTS INTERVENANTS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	DISPOSITIONS NECESSAIRES POUR QUE SEULES LES PERSONNES AUTORISEES PUISSENT ACCEDER AU CHANTIER Clôture de chantier Les séparations physiques qui viendront en complément des aménagements existants devront être constituées de panneaux métalliques grillagés, attachés entre eux par colliers métalliques, sur plots béton d'une hauteur voisine de 2 m. Elles devront être équipées de portails métalliques en serrurerie fermant à clé pour assurer la fermeture des zones aux endroits définis en accord avec le Maître d'Oeuvre et le chef d'établissement.. Les portails constitués d'éléments de clôtures et les liaisons par fil de fer entre éléments de clôtures seront strictement interdits. Le titulaire du lot concerné devra assurer la fermeture chaque soir et l'ouverture chaque matin du chantier, le maintien ou la remise en place des clôtures durant sa période d'intervention .			Durée chantier
64	Compte tenu de l'environnement du chantier, les fermetures des clôtures à l'extérieur et la surveillance des accès intérieurs appartiennent aux titulaires du lot 01		INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION-GROS ŒUVRE	Durée chantier
43	Conditions d'accès des personnes autorisées Le Maître d'oeuvre doit interdire toute intervention d'entreprise y compris sous traitante avant agrément du Maître d'Ouvrage, visite d'inspection commune en présence du Coordonnateur et diffusion d'un PPSPS adapté au chantier	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avant interv.
65	<u>Le chantier est interdit au public.</u> Les personnes pouvant y accéder sont celles autorisées par le maître d'ouvrage, c'est à dire : - les personnes appartenant à la maîtrise d'ouvrage et à la maîtrise d'œuvre ; - le coordonnateur SPS ; - les salariés désignés par les entreprises qui les emploient participant à l'opération et, à ce titre, titulaires d'un contrat les liant au maître d'ouvrage ; - les salariés désignés par les sous-traitants qui les emploient participant à l'opération et agréés par le maître d'ouvrage ; - les prestataires de service (livreurs, contrôleurs, chauffeurs, formateurs etc...) désignés par l'entreprise faisant appel à leurs services, à condition qu'ils soient accompagnés par un représentant de l'entreprise et dotés des protections individuelles nécessaires ; - les représentants des administrations et des organismes officiels de prévention : DIRECCTE, DIRE, CARSAT, MSA, OPPBTP, médecins du travail des entreprises.	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier

75	<p>Les Entreprises ont obligation de diffuser au Coordonnateur la liste des personnes amenées à pénétrer sur le chantier avec les habilitations éventuelles et le nom des secouristes du travail, avant toute intervention sur le site. Cette liste du personnel devra être maintenue en permanence sur chantier et affichée dans le bureau de chantier par chaque Entreprise. Il est recommandé aux Entreprises de fournir à leur personnel des tenues de travail permettant d'identifier facilement leur personnel (logo de l'Entreprise, identité du salarié etc...)</p> <p>Chaque titulaire de marché devra fournir les équipements de protection individuelle (EPI) adaptés aux travaux et assurer le port obligatoire sur chantier (casque, casque avec macaron SST, chaussures de sécurité, lunettes obligatoires, protections auditives, gants adaptés, protections respiratoires, tenue couvrant jambes et avant bras (pas de shorts ou de T-shirt, combinaison étanche aux particules le cas échéant, blouses, etc.....)</p> <p>Les postes de travail, pour le personnel intérimaire, seront adaptés à l'information, à la formation et à l'aptitude médicale des personnes concernées. (les EPI en complément de ceux fournis par la société d'intérim seront fournis par le titulaire de chaque marché pour être adaptés aux travaux concernés) L'intervention d'une personne intérimaire se fera obligatoirement sous contrôle direct d'une personne de l'entreprise et en aucune manière en position de travailleur isolé.</p> <p>Obligation d'avoir en permanence sur chantier, par entreprise « étrangère », une personne comprenant et parlant le français pour les appels en cas d'accident. Chaque entreprise devra faire respecter aux entreprises « étrangères » le droit du travail français.</p> <p>Nous interdisons toute intervention d'Entreprise y compris sous traitance avant agrément du Maître d'Ouvrage, accord du Maître d'Oeuvre, visite d'inspection commune en notre présence et diffusion d'un PPSPS adapté au chantier</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
----	---	----------------	----------------	----------------

2.2. INSTALLATIONS DE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	PLAN D'INSTALLATION DE CHANTIER Organisation générale			

47	<p>Dès la notification du marché, et avant le début des travaux, le titulaire du lot concerné aura la responsabilité de remettre au Coordinateur, un plan d'aménagement - organisation du chantier.</p> <p>Ce plan, établi à partir des informations fournies, devra faire apparaître clairement :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Les limites d'emprise du chantier. • L'emplacement de l'emprise des baraques et bureaux de chantier, ainsi que leur accès • L'emplacement des aires de stationnement réservées aux véhicules pour les livraisons. • Les zones de stockage des matériaux. • Les installations spécifiques (Ateliers). • Les accès au chantier avec indication des cheminements que devront emprunter les personnels du chantier en fonction du phasage des travaux, compte tenu de l'activité de l'hôpital et spécifiquement de la dialyse. • Le réseau électrique et la position des armoires électriques de chantier. • L'emplacement des moyens de levage et d'accès (lift/grue mobile/sapine/passerelle, moyen de levage patio) • L'emplacement des différents moyens de manutention mécaniques et celui des recettes à matériaux. <p>Le titulaire du lot concerné déterminera dans son plan d'installation de chantier les zones de stockage, de manutention et d'entreposage des différents matériaux, déchets et gravats qui seront utilisées par l'ensemble des entreprises intervenantes.</p> <p>Ces zones seront distinctes des cantonnements et des zones de circulation, et seront situées de tel sorte à ce que leurs accès se fassent sans avoir à traverser les zones de cantonnements.</p>			Ph. préparation
66	Les entreprises ont obligation de respecter les zones de stockage, de manutention ou de stationnement des véhicules définies dans le plan de principe des installations de chantier	Toutes entrep.		Avant interv.
77	Dans le cadre notamment du choix des engins de levage et des aires de stationnement, les entreprises devront prendre en compte la <u>présence d'une part de l'héliport et d'autre part, en l'état de l'interdiction d'utiliser le parking des urgences.</u>	Maître d'oeuvre	INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION-GROS ŒUVRE	
PRESTATIONS EXTERIEURES AUX OUVRAGES PROPREMENT DIT				
40	<p>BRANCHEMENTS PROVISOIRES</p> <p>Les branchements et raccordements provisoires des différents fluides et utilités nécessaires au chantier seront réalisés à partir du point de raccordement défini par le maître d'oeuvre et seront réalisés conformément aux prescriptions de la NFP 03 001.</p> <p><u>électricité</u></p>	Maître d'oeuvre	INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION-GROS ŒUVRE	Avt arriv. Ent

1

L'installation provisoire fixe (armoire générale d'alimentation électrique de chantier) sera réalisée en phase préparation de chantier **à partir du point de branchement défini par le Maître d'Oeuvre**. Cette installation conforme aux prescriptions du Décret du 14 novembre 1998 et à la Norme NF C 15-100, sera réceptionnée et contrôlée par un organisme agréé. Une copie du procès-verbal de réception est à remettre au Coordonnateur ainsi que les mises à jour à chaque modification de l'installation électrique.

Les interventions électriques seront réalisées par du personnel ayant reçu une formation et habilité dans le cadre de la publication UTE C 18-510.

Les documents suivants seront tenus sur le chantier :

un plan schématique du chantier où sont indiqués en particulier les passages des câbles alimentant le chantier, le registre de sécurité où sont consignées par ordre chronologique les dates et la nature des vérifications (initiales et périodiques).

les justifications des travaux et modifications effectuées pour porter remède aux défauts constatés dans les rapports précités

L'installation comprendra de façon distincte :

Coffret principal de puissance adaptée au chantier, à installer sous une armoire étanche verrouillée compris comptage,

Départ pour l'installation électrique pour les besoins du cantonnement.

Départ pour les coffrets divisionnaires et réseaux de distribution conformes aux prescriptions du Décret du 14 Novembre 1988 et de la norme NFC 15-100 permettant les branchements adaptés à tous les corps d'état, inclus tous les déplacements et éléments divers pour l'évolution du chantier dans le cadre de son avancement.

Eclairage général pour supprimer les zones d'ombre, et garantir un niveau d'éclairement minimum de 40 lux à l'intérieur, 10 lux à l'extérieur.

.

L'installation comprendra des circuits distincts et protégés pour l'éclairage et la distribution de puissance.



Les câbles reliant les coffrets de distribution entre eux ou ceux reliant les coffrets de distribution aux armoires principales seront passés dans des fourreaux spécifiques pour assurer leur protection mécanique et enterrés, avec un repérage visuel

Les frais inhérents à la mise en place et au repliement en fin de chantier des installations électriques ci dessus énumérées sont à la charge du titulaire du lot concerné pour la partie de l'installation qui le concerne .

INSTALLATION DE
CHANTIER-
DEMOLITION-GROS
ŒUVRE

Durée chantier

55	<p>Le titulaire du lot concerné prendra en charge le complément d'alimentation à partir des armoires principales de chaque bâtiment et l'installation des coffrets de distribution (4 prises 16 A - 2 prises 10A+T - 1 prise 32 A/coffret) à chaque niveau et à chaque bâtiment. Chaque tableau devra couvrir au maximum un rayon de 25 m et comprendre un dispositif de protection différentiel 30mA.</p> <p>Dans les circulations communes, les câbles d'alimentation reposant sur, ou à proximité du sol, devront être regroupées au moyen de tout dispositif approprié (gaine Janolène par exemple).</p> <p>Les câbles reliant les coffrets de distribution entre eux ou ceux reliant les coffrets de distribution aux armoires principales seront passés dans des fourreaux incorporés dans les dalles ou les voiles.</p> <p>Le titulaire du lot concerné installera, dès l'intervention des Corps d'Etat Secondaires, l'éclairage provisoire et suffisant des locaux aveugles et des circulations empruntées par le personnel (couloirs et escaliers). Valeur minimum d'éclairement de 60 lux.</p> <p>Installation d'éclairage en 25V ou en basse tension avec hublots classe II IP 357 (protection de 30 mA en pied de colonne). Les frais de maintenance seront à la charge du titulaire du lot concerné. L'alimentation de l'installation d'éclairage doit être impérativement distincte de l'installation de puissance.</p> <p>Les installations d'éclairage seront commandées par des horloges qui permettent de couper l'éclairage en dehors des heures travaillées</p> <p>Les installations de chantier devront faire l'objet, sous la responsabilité du titulaire du lot concerné, d'une vérification confiée à une personne responsable autorisée et habilitée pour la partie qui le concerne. Une copie du procès-verbal de vérification est à remettre au Coordonnateur ainsi que les mises à jour à chaque modification de l'installation électrique</p> <p>Les frais inhérents à la mise en place et au repliement en fin de chantier des installations électriques ci dessus énumérées sont à la charge du titulaire du lot concerné pour la partie de l'installation qui le concerne .</p>		INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE	Durée chantier
3	<p>ZONE DE CANTONNEMENT</p> <p>Montage, démontage des installations du cantonnement</p> <p><u>Pour mémoire :</u></p> <p>Les opérations de montage/démontage de bungalows doivent s'effectuer dans le respect des Principes Généraux de Prévention et faire l'objet d'une évaluation des risques spécifique permettant de choisir les mesures de prévention appropriées et notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> -interdictions de l'accès à la zone de montage/ démontage aux intervenants du chantier, -présence d'un « homme trafic » compétent et équipé (baudrier, etc.) pour prévenir les risques liés à la circulation des véhicules due aux approvisionnements, -différer ou suspendre le montage-démontage des bungalows si les conditions climatiques sont mauvaises (notamment le vent), -prévoir des ancrages en partie basse des bungalows pour éviter au personnel de monter dessus lors des opérations d'élèvement ou de décrochage. 		INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE Toutes entrep.	Avt arriv. Ent

69	La mesures ci-dessus s'appliquent également à la fourniture pose/dépose des bungalow de la consulation provisoire		Entrep. concernée Maître d'ouvrage	
53 	Nettoyage des installations (ensemble du cantonnement y compris dans les ouvrages) Le titulaire du lot concerné devra faire réaliser, par une Entreprise extérieure spécialisée, le nettoyage <u>quotidien</u> des bungalows sanitaires et bi-hebdomadaire des autres ainsi que la fourniture des produits consommables		INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE	Durée chantier
45	DEPENSES D'EXPLOITATION Frais de gardiennage Le titulaire du lot aura la responsabilité d'assurer le gardiennage du chantier 24H/24H dès le début des travaux et sur la totalité de la durée du chantier <u>Cadre de ses fonctions :</u> - Contrôle de l'accès du chantier de manière systématique pour le personnel et de manière aléatoire pour les matériaux et matériels entrant ou sortant du chantier. - Gestion de l'entrée des entreprises sous traitantes, des locataires, des prestataires de service et des fournisseurs (établissement d'un badge nominatif avec la photo de la personne, son identité, le nom de son entreprise, un système type « code barre » pour savoir en instantané les personnes présentes sur chantier, etc.....) - Tous les intervenants, informés au préalable de ces procédures, ne pourront en aucun cas se soustraire aux contrôles sous peine d'exclusion du chantier.		INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE	Avt arriv. Ent
29 	MOYENS COMMUNS PREVUS AUX CCTP Protections collectives contre les chutes <u>Garde-corps</u> <u>Protections des trémies :</u> La prévention des chutes de hauteur à partir d'un plan de travail peut être assurée par diverses protections collectives, soit par des garde-corps intégrés ou fixés de manière sûre, rigides et d'une résistance appropriée, soit par tout autre moyen assurant une sécurité équivalente		Entrep. concernée INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE	

2.3. DANGERS LIES A L'ENVIRONNEMENT DU CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
22	RESEAU ELECTRIQUE BTB, HTA ou HTB : EXTERIEUR OU INTERIEUR AUX LOCAUX Dispositions particulières à l'opération Utiliser des appareillages et des rallonges électriques conformes et contrôlés Obligation de respecter les normes d'éloignement des coffrets électriques (25m) Interdiction d'intervenir sur les installations électriques de chantier :	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
59	Faire réaliser les travaux par du personnel habilité aux risques électriques et suivant la norme UTE C 18-510 Mettre en place des coffrets de prises protégés par un système différentiel de 30 Ma Mettre en place l'éclairage des circulations suivant l'avancement des travaux		Toutes entrep.	Durée chantier

2	RESEAU ELECTRIQUE BT, HTA ou HTB EXTERIEUR AUX OUVRAGES Demande de mise hors tension Suivant procédures spécifiques (Consignations/ déconsignations) jointes à la consultation	Maître d'ouvrage	Toutes entrep.	
48	RESEAUX AUTRES QUE ELECTRIQUES En cas de présence de réseaux autres que électriques, suite à la DICT, l'employeur déterminera, en concertation et en accord avec les exploitants concernés, les mesures à prendre, ainsi que les recommandations techniques et consignes de sécurité à mettre en oeuvre, afin d'éviter les risques consécutifs à l'interférence de ces réseaux avec les travaux. Ces mesures comprendront notamment, les repérages et balisages des réseaux, les consignations, dégazages, inertages, pose de dispositifs de protection mécanique, ainsi que toutes mesures complémentaires demandées par l'exploitant.		INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION-GROS ŒUVRE	
36	Fluides médicaux Consignations spécifiques suivant procédures internes au CHU (PV de consignation à fournir)		INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION-GROS ŒUVRE	Avt trvx - Maintenu pdt leur durée
8	CONDITIONS METEOROLOGIQUES Dispositions particulières à l'opération Les responsables des entreprises sur site auront la responsabilité de faire arrêter ces travaux lorsque ces conditions présentent des risques qui seraient de nature à nuire à d'une part à l'intégrité physique du personnel, d'autre part au fonctionnement de la dialyse.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

2.4. MILIEUX ou DANGERS PARTICULIERS

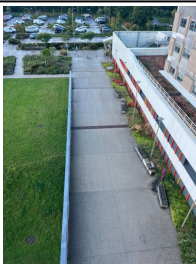
N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
33	AMIANTE Dispositions particulières à l'opération Documents joints à la consultation: Pré-Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti sous références : BUREAU VERITAS 17181405/S4.1.2.R et 17203186/S3.2.3.R dont les conclusions sont les suivantes : L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies et/ou mettre en oeuvre des moyens d'accès spécifiques. Dans le cadre de la mission objet du présent pré-rapport, il n'a pas été repéré à ce stade de matériaux et produits contenant de l'amiante.	Toutes entrep.	Maître d'ouvrage	Durée chantier
	INTERVENTION SUR L'EXISTANT - VETUSTE - INSTABILITE Diagnostic solidité, stabilité			


5	<p>Préalablement à toute exécution, un examen complet des ouvrages à déconstruire et des ouvrages contigus est indispensable.</p> <p>Cet examen devra permettre de recueillir des renseignements qui concerneront notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La nature, la résistance et la stabilité des éléments constitutifs de l'hôpital. -L'influence de la démolition sur les avoisinants -Le repérage des réseaux et des voies, leur neutralisation et les recensements des risques spécifiques. <p>Lorsque les procédés et les moyens seront arrêtés, les renseignements obtenus devront être exploités afin d'établir le programme d'exécution qui devra définir les phases successives des travaux.</p> <p>Ces phases devront être analysées de façon à définir notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -La stabilité des éléments en cours de déconstruction -Les mesures de protection associées à chaque poste de travail -Les instructions destinées au chef de chantier et aux exécutants notamment celles à appliquer en cas d'échec d'une opération. <p>Le contrôle permanent de la stabilité des éléments.</p>			
13	<p>Formations spécifiques</p> <p>Compte tenu des exigences liées à la lutte contre les risques fongiques et infectieux, une formation spécifique sera proposée par les services du CHRU préalablement aux interventions sur zone (Encadrants et compagnons)</p>		Toutes entrep.	
31	<p>SILICE CRISTALLINE</p> <p>La Silice Cristalline est un agent cancérigène, à ce titre il convient de prendre toutes les dispositions afin de réduire l'exposition des travailleurs aux poussières.</p> <p>Afin d'évaluer le risque d'exposition, il est nécessaire de faire réaliser des mesures d'empoussièrement par un organisme agréé. Les prélèvements sont réglementairement prévus sur l'opérateur, ce qui intègre les déplacements de ce dernier.</p> <p>Lorsque les circonstances imposent des prélèvements d'ambiance, ils doivent être effectués lorsque le risque est considéré comme maximal, par exemple au voisinage des sources d'émission.</p> <p>Pour les volumes de travaux importants (terrassement, VRD, démolition, ponçage de grande surface, sablage...), le travail à l'humide est un moyen efficace de réduction d'émission des poussières. Pour les travaux de faible importance (sciage, ponçage, ponçage de petite surface...), la solution du captage des poussières à la source intégrée à l'outillage est à privilégier.</p> <p>L'usage des protections respiratoires est à mettre en oeuvre uniquement en complément des mesures de protection collective lorsque ces dernières s'avèrent insuffisantes pour respecter la VLEP.</p>			

3. MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR SPS - SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES DANS LE CHANTIER

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	CIRCULATION DES ENGINS ET VEHICULES			
41	Plan de circulation Plan de circulation : Chaque entreprise doit prendre en compte les risques occasionnés par la circulation des engins et des véhicules sur le chantier : - faire respecter à toute Entreprise sous traitante, à tout « locatier » ou à tout fournisseur les contraintes d'organisation et de sécurité (Voir protocole CHRU en annexe) - guider les manœuvres par du personnel formé à la gestuelle - respecter les zones de déchargement et de stockage - interdire la présence de tout piéton dans la zone d'évolution des véhicules et engins - interdire les marches arrière sans guidage par du personnel formé à la gestuelle - adapter le gabarit des engins aux accès chantier - obliger le port du gilet rétroréfléchissant	Toutes entrep.		Durée chantier
35	Séparation des voies de circulation Les circulations piétons devront être balisées par des chaînettes (rouges et blanches) et devront permettre au personnel d'accéder aux différents postes de travail en toute sécurité. Les voies de circulation devront être : - conçues et entretenues pour éviter tout risque de chute ou de glissade - maintenues en permanence propres et dégagées de tout obstacle - aménagées avec des passerelles munies de gardes corps sur toute tranchée ouverte ou sur tout accès avec dénivelé dans les bâtiments		INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE	Durée chantier
46	Stationnement et garage des engins Le personnel des Entreprises devra respecter les consignes de stationnement extérieures au chantier imposées pour les véhicules personnels. Le stationnement des véhicules personnels est strictement interdit sur chantier Un seul véhicule d'Entreprise sera autorisé à pénétrer dans l'enceinte du chantier (Stationnement payant depuis le 01/01/2024)	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	MOYENS DE CIRCULATION VERTICALE : ESCALIERS - PLATEFORMES - ECHAFAUDAGES Echafaudage commun			

25	<p><u>PATIO 13/passerelles :</u> <u>Echafaudages fixes (Recommandation R408)</u> Les échafaudages utilisés devront être conformes à la réglementation (lisses, sous-lisses et plinthes) avec accès par échelles intérieures et trappes escamotables. L'emploi d'échafaudages avec platelages réalisés à l'aide de bastaings juxtaposés est strictement interdit. Ils devront être équipés d'écran étanche aux poussières, de filets de protection et de pare chute à matériaux (les fixations par rapport aux façades pour assurer leur stabilité devront en tenir compte)</p> <p><u>Echafaudages roulants (Recommandation R457) :</u> Le montage des échafaudages roulants devra impérativement respecter les consignes indiquées par les fournisseurs dans les fiches techniques du matériel. Ces échafaudages devront être parfaitement stabilisés au sol Il est formellement interdit d'accéder sur un plateau de travail par l'extérieur de l'échafaudage ou de le déplacer avec une personne dessus</p> <p>Toute entreprise devra faire réaliser le montage d'échafaudage uniquement par des personnes compétentes et devra transmettre un PV de réception indiquant que le montage est conforme à la notice technique du fabricant. Pour une mise à disposition d'autres entreprises, un Procès Verbal sera établi lors d'une visite commune entre les entreprises concernées. Un panneau sera alors fixé à l'échafaudage pour mentionner les conditions d'utilisation, les mesures de contrôle quotidien et interdire tout accès aux entreprises et personnes non autorisées</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
61	<p><u>Pour mémoire :</u> L'entreprise devra prévoir les accessibilités des zones chantier depuis l'extérieur, cette prestation comprendra notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> - La mise en place d'escaliers provisoires sécurisés. - La mise en place de garde-corps provisoire - La création des ouvertures en façade (Dépose des épines si requise) - La mise en place de bloc-porte provisoire, parfaitement isolé et étanche. - Les calfeutrements étanches au pourtour des bloc-portes. - La remise en état des ouvrages après la désinstallation. 		INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE	
78	<p>PATIO 13 notamment Les entreprises titulaires des lots GO, DEM/Charpente/ Etanchéité/MEX ..devront se concerter afin de définir et maintenir les protections collectives adaptées afin de ne pas exposer les travailleurs à des risques de chute</p> <p>Accès des personnels</p>			
	 <p><i>Coursive niveau 00</i></p>			

12 	<p>APAVE rappelle que l'accès au public du niveau 3 depuis le niveau 00 (-45.36) devra être maintenu En conséquence, il appartient à l'entreprise de canaliser les déplacements des usagers uniquement dans des espaces sécurisés.</p> <p><i>L'analyse des risques de l'entreprise répondra à la prise en compte des chutes d'objet ou des interdictions de survol en charge</i></p>	Maître d'oeuvre	INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE	
---	--	-----------------	--	--

3.2. CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS - MESURES DESTINEES A LIMITER LES MANUTENTIONS MANUELLES.

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
52	<p>UTILISATION D'ENGINS DE LEVAGE</p> <p>Sujétions relatives à l'utilisation des appareils de levage</p> <p>Le prêt de tout engin (engin de levage, nacelle, etc....) ou de matériel (plateforme élévatrice, échafaudage fixe, échafaudage suspendu, etc.....) , à une autre Entreprise est strictement interdit en dehors de l'existence d'un contrat de prêt dûment signé par les deux parties comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les modalités de prêt - le responsable des manœuvres, le responsable d'élinguage, etc..... - une copie du P.V. de contrôle de l'engin ou du matériel - une copie des habilitations et autorisations de conduite des personnes <p>L'Entreprise devra effectuer les contrôles lors de la mise en place des matériels utilisés et les contrôles périodiques lors de l'utilisation (contrôles quotidiens mensuels, etc....). Une copie de ces contrôles devra être maintenue sur chantier par l'Entreprise dans un registre de sécurité.</p> <p>Les contrôles réglementaires seront effectués par des organismes agréés et les contrôles « Entreprise » seront effectués par des personnes responsables dûment habilitées et autorisées par l'Entreprise</p> <p>L'Entreprise utilisatrice devra s'assurer de l'existence de ces contrôles par consultation sur chantier du registre de sécurité</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

		Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
68	<p>La conduite d'un engin de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs ayant été reconnus aptes médicalement et professionnellement</p> <p>Les personnes chargées de la conduite d'engins de chantier doivent être en possession de Certificat d'Aptitude à la Conduite En Sécurité et d'une autorisation de conduite d'engins en sécurité délivrée par l'employeur. Ces habilitations et autorisations doivent pouvoir être présentées à toute demande</p> <p>La liste des titulaires des autorisations de conduite doit être envoyée au Coordonnateur avant intervention sur le site (nacelles, minipelle etc...).</p> <p>Tous les appareils de levage et de manutention ne peuvent pénétrer sur le chantier que s'ils ont été examinés et contrôlés dans les conditions prévues par la réglementation et si leur conduite est confiée à des personnes habilitées et autorisées</p> <p>La liste des engins présents sur le chantier avec une copie des rapports de visites réglementaires doit pouvoir être présentée à toute demande et être en permanence sur le site..</p> <p>Il est interdit à toutes les Entreprises de mettre en place des dispositifs particuliers de treuils, consoles, recettes en façades...</p> <p>Vérifier la portance des sols au niveau des appuis des grues automotrices</p> <p>Vérifier l'adéquation des appareils et appareils de levage avec les charges à manutentionner</p> <p>Faire effectuer les manœuvres uniquement par des personnes responsables formées et identifiées</p> <p>Vérifier systématiquement l'élinguage des charges par les responsables de manœuvre avant toute manutention</p> <p>Utiliser des palonniers ou autre dispositifs spécifiques</p> <p>Guider obligatoirement les manœuvres par corde pour empêcher que le personnel soit à l'aplomb des éléments</p> <p>Isoler complètement les zones situées à l'aplomb ou à proximité et interdire la présence de personnel (les distances de balisage devront tenir compte de la longueur des éléments manutentionnés)</p> <p>Prévoir une procédure pour l'accrochage et le décrochage en sécurité des éléments</p> <p>Prévoir des systèmes de communication radio entre les grutiers et les responsables de manœuvres</p> <p>Privilégier l'utilisation de chaînes ou d'élingues métalliques par rapport aux sangles textiles</p>			
34	<p>Lift de chantier</p> <p><u>Pour mémoire : (Escalier/monte matériaux prévus au phasage)</u></p> <p>L'ascenseur de chantier est un appareil de levage au sens de l'arrêté du 1er mars 2004 relatif aux vérifications des appareils et accessoires de levage. Il doit ainsi faire l'objet des vérifications réglementaires imposées par cet arrêté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • vérification avant 1re mise en service ; • vérification générale périodique tous les 6 mois ; • vérification avant remise en service. <p>À noter, dans sa recommandation R477, la Cnam formule des préconisations quant aux caractéristiques et aux systèmes de sécurité des ascenseurs de chantier.</p>		INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION-GROS ŒUVRE	
71	<p>Des mesures particulières devront être mises en œuvre afin d'éviter tout risque d'écrasement lorsque le lift est en mouvement (<u>Périmètre d'exclusion en phase descendante notamment</u>)</p>		INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION-GROS ŒUVRE	

3.3. ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
APPROVISIONNEMENTS - STOCKAGES				
17	<p>Stockage (extérieur, intérieur) délimitation des zones de stockage</p> <p><u>interdiction de stockage en intérieur (FDS)</u></p> <p>Concernent principalement les matières possédant un fort potentiel calorifique ou présentant un danger pour l'environnement (carburants, solvants, peintures, produits toxiques, etc...) les Fiches de Données de Sécurité seront diffusées avec le PPSPS et mise à disposition sur chantier</p> <p>Les produits chimiques ou les substances dangereuses seront obligatoirement employés dans leur emballage d'origine avec les pictogrammes et mesures d'urgence visibles</p> <p>Avant mise en place de ces produits sur le chantier, les conditions de stockage impliquant la vérification des contraintes techniques au niveau incendie, aération, ventilation, pollution accidentelle devront être clairement définies par les Entreprises concernées dans leur PPSPS. Un accord devra être donné par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Oeuvre et le Coordonnateur avant mise en place de ces substances sur le chantier.</p> <p><u>Il est demandé aux Entreprises utilisant ces produits de mettre en place des moyens de prévention, à préciser dans le PPSPS, pour éviter tous risques par rapport à l'activité d'une part des autres Entreprises et d'autre part des sujétions liées au centre hospitalier .(risque d'explosion ou d'inflammabilité, risque nocif ou d'inhalation, risque de stockage etc...)</u></p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

3.4. CONDITIONS DE STOCKAGE D'ELIMINATION ou d'EVACUATION DES DECHETS ET DECOMBRES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
EVACUATION - ENLEVEMENT DES DECHETS				
24	<p>Déchets, gravats, tous produits non dangereux</p> <p>En cas de non respect du nettoyage quotidien du chantier le Maître d'Ouvrage fera effectuer les nettoyages nécessaires par une entreprise extérieure de son choix.</p> <p>Dans le cadre des mesures de prévention à prendre et de la lutte contre les risques fongiques, les conditions d'évacuation des gravats <u>devront faire l'objet d'une analyse de risque spécifique qui devra être portée à la connaissance des services du CHRU.</u></p>	Maître d'ouvrage	Maître d'ouvrage	Durée chantier

60	<p>Le titulaire de chaque marché devra veiller à faire maintenir en permanence, le chantier en parfait état de propreté. Le nettoyage devra s'exécuter en permanence et les gravois seront évacués journallement du chantier jusqu'aux bennes mises en place pour effectuer un tri sélectif</p> <p>Les conditions d'évacuation des gravats dans les étages devront être préalablement validés par les services du CHRU.</p> <p>Les gravois susceptibles d'émettre de la poussière pourront par exemple être évacués dans des sacs plastiques étanches préalablement dépoussiérés.</p>	Toutes entrep.	INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION-GROS ŒUVRE	Durée chantier
73	<p>L'Entreprise aura la gestion de la mise en place de bennes en nombre suffisant et adapté à l'avancement des travaux et ce afin d'assurer un tri sélectif des déchets</p> <p>Des bennes DI (Déchets Inertes) ciment, mortier, béton, parpaing, brique, verre, céramique, matériaux inertes en mélange, etc.....</p> <p>Des bennes DIB (Déchets Industriels Banals) laines minérales artificielles, métaux, PVC, PEHD, polystyrène, polyester, cartons, emballages, bois non traité, composants électriques, etc.....</p> <p>Des bennes DIS (Déchets Industriels Spéciaux) pots de peinture, solvants, bois traités, produits chimiques, cartouches, tube de colle etc.....</p> <p>Les bennes à gravois devront être fermées ou équipées de dispositifs de manière à éviter tout envol des poussières ou des matériaux</p> <p>La gestion des bennes au quotidien sera assuré par le titulaire du lot concerné durant sa période d'intervention (état de chargement, tri sélectif sur chantier, état de propreté à proximité des bennes, changement lorsque les bennes sont pleines, etc....)</p> <p>Le titulaire du lot concerné devra assurer un tri sélectif des déchets d'origine alimentaire dus aux installations de chantier et en assurer l'évacuation :</p> <ul style="list-style-type: none"> - containers type collecte municipale du verre - poubelles et containers pour collecte des déchets alimentaires - poubelles et containers pour collecte des papiers <p>Il est demandé de faire réaliser la collecte de ces bennes par une société en assurant la revalorisation.</p>		INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION-GROS ŒUVRE	Durée chantier

3.5. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES PROVISOIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISOIRE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES : MESURES GENERALES Maintenance des protections collectives			

51	<p>Les protections collectives de toute nature devront être conçues et réalisées pour répondre aux principes généraux suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - être toujours mises en œuvre préalablement à l'apparition du risque, - être adaptées et suffisantes pour permettre, en toute sécurité et sans modification, la réalisation de l'ensemble des travaux de l'entrepreneur et/ou de ceux des sous-traitants. <p>Chaque entreprise aura la charge exclusive de l'entretien et de la maintenance des protections collectives provisoires qu'elle met en œuvre, jusqu'à leur dépose définitive. Sauf accord particulier préalable, seul l'entrepreneur ayant la charge de la maintenance d'une protection collective provisoire sera autorisé à la déposer. Cependant, une protection collective provisoire ne pourra être déposée que dans les cas suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - disparition définitive du risque liée à l'avancement des travaux, - la protection collective définitive de l'ouvrage est mise en place, et doit être suffisante pour les travaux qui restent à réaliser. - un autre dispositif provisoire d'une efficacité au moins équivalente est mis en œuvre. 	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
67	<p>Le Maître d'Oeuvre doit faire installer, dès que possible, les éléments assurant la protection collective définitive. Ces interventions seront précisées sur le planning d'exécution qui fera partie des pièces contractuelles des entreprises.</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Avant interv.
76	<p>Les protections collectives provisoires générales seront mises en place et maintenues par le titulaire du lot concerné jusqu'à la pose des protections collectives définitives ou jusqu'à disparition du risque.</p> <p>Les entreprises intervenantes doivent interdire obligatoirement toute dépose de protections collectives provisoires.</p> <p>Les protections collectives complémentaires et adaptées à chaque poste de travail spécifique seront mises en place par des lots spécifiques suivant les phases de travaux</p>			Durée chantier

80	<p>Tout entrepreneur intervenant sur le chantier, a la responsabilité de vérifier personnellement et à tout moment la stricte et constante application des dispositions réglementaires destinées à assurer la sécurité de son personnel.</p> <p>Cette vérification doit l'amener, dans le cas où les mesures de sécurité mises en place par l'entrepreneur qui le précède, s'avèrent inadaptées aux risques encourus, à mettre en place, à ses frais, la protection nécessaire et à en assurer la maintenance jusqu'à la prise en charge par un autre entrepreneur</p> <p>L'entreprise désignée aura en charge de mettre en place les protections collectives nécessaires à ses travaux, notamment contre les chutes de hauteur, en rives de plancher, au bord des trémies, au droit des ouvertures en façade et jusqu'à la pose des protections définitives.</p> <p>Les Entreprises intervenantes, non citées précédemment, et dont l'intervention nécessitera l'enlèvement des protections ou accès provisoires mis en place par le lot désigné ci-avant devront prévoir un équipement de remplacement adapté à la réalisation de ces travaux et qui puisse garantir une protection collective efficace. Ils devront également assurer la maintenance et la surveillance de leurs équipements jusqu'à l'achèvement des travaux.</p> <p>Elles devront préciser dans leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé, la date et la durée de la dépose des protections, les dispositifs envisagés pour protéger ses propres salariés et ceux des autres corps d'état.</p> <p>Lors de la dépose des protections collectives (temporaire ou définitive), les Entreprises devront faire effectuer ces travaux à des salariés équipés de harnais de sécurité avec longe correctement fixée à des éléments de structure.</p> <p>Dans le cas où une entreprise doit déplacer une protection collective pour les besoins de ses travaux, elle devra la remplacer pendant ses interventions, par un dispositif assurant une protection équivalente pour l'ensemble des personnes qui interviennent sur le chantier.</p> <p>Chaque entreprise devra, à l'issue de ses interventions, rétablir sur les lieux de son intervention un degré de protection au moins équivalent à celui initialement mis en place.</p>	CVC - PLOMBERIE ETANCHEITE - COUVERTURE INSTALLATION DE CHANTIER-DEMOLITION-GROS ŒUVRE	Avt arriv. Ent
81	<p><u>Interventions en terrasse du NIV 03 : Accès par édicule</u> <u>APAVE rappelle que le déplacement des autoportants présents en terrasse est strictement interdit</u> <u>En complément :</u> <u>L'analyse des risques de l'entreprise devra prendre en compte :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - La présence de nombreux équipements - La présence potentielle de rétention d'eau (risque de gel/ électrification ..) - L'absence de dispositifs de type "Saut de loup" entre les différents obstacles présents en terrasse qu'il conviendra de mettre en oeuvre suivant les cheminements retenus 		

3.6. UTILISATION DES PROTECTIONS COLLECTIVES DES ACCES TEMPORAIRES ET DE L'INSTALLATION ELECTRIQUE PROVISoire

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
----	--	----------------	---------------------------------	--------

	UTILISATION DES ACCES TEMPORAIRES : ESCALIERS, PASSERELLES, PLANCHERS, PLATEFORMES, ECHAFAUDAGES, ETC - MESURES GENERALES		
44	<p>Les accès temporaires qu'ils soient utilisés en commun ou propres à une entreprise, doivent rester libres de tout encombrement, stockage de matériels, matériaux, outils,.etc... afin de limiter les risques d'accidents de plain- pied et les chutes de hauteur. Les câbles électriques, flexibles, canalisations souples, etc... seront de préférence maintenus fixés sur les montants extérieurs des garde-corps de manière à ne pas entraver la circulation. Les dispositifs de protection collective seront conçus et installés de façon à éviter leur interruption au droit des accès, notamment du fait de l'utilisation d'une échelle ou d'un escalier. Lorsque cette interruption est nécessaire, des mesures d'adaptation seront prises pour assurer une sécurité équivalente.</p> <p>Toute personne qui constate une dégradation ou un défaut de protections collectives au niveau des accès provisoires doit prévenir sans délai son responsable hiérarchique ainsi que l'entreprise chargée de la maintenance des protections.</p>	Toutes entrep.	
21	<p>Réception des équipements d'accès temporaires</p> <p>Faire réceptionner les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages avant leur 1ère utilisation. Etablir un PV de réception.</p> <p>Puis faire effectuer pendant le chantier, par une personne compétente, selon les modalités prescrites par l'arrêté du 21 décembre 2004, les vérifications périodiques suivantes :</p> <p><u>VERIFICATIONS AVANT MISE OU REMISE EN SERVICE</u> : examen d'adéquation + examen de montage et d'installation + examen de l'état de conservation.</p> <ul style="list-style-type: none">- avant la 1ère utilisation ;- à la suite de tout démontage suivi d'un remontage ;- En cas de changement de configuration, de remplacement ou de transformation importante intéressant les constituants essentiels, notamment à la suite de tout accident ou incident provoqué par la défaillance d'un de ces constituants ou de tout choc ayant affecté la structure ;- A la suite de la modification des conditions d'utilisation, des conditions atmosphériques ou d'environnement susceptibles d'affecter la sécurité d'utilisation ;- A la suite d'une interruption d'utilisation d'au moins un mois. <p><u>VERIFICATIONS PERIODIQUES</u> :</p> <ul style="list-style-type: none">- tous les 3 mois (examen approfondi de l'état de conservation) ;- quotidiennement (examen de l'état de conservation).	INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE Toutes entrep.	
58	<p>Prendre en compte l'intégration potentielle d'une part d'un thermo-bachage et d'autre part de la mise en oeuvre prévisible de goulotte dans la conception de la tour d'accès au niveau 03.</p>	INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE	
50	<p>Panneau d'identification</p> <p>Identifier chaque tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, par un panneau indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom de l'entreprise ayant effectué le montage- la date et les noms des personnes ayant réceptionné la structure- les dates et noms des personnes ayant effectué les vérifications réglementaires de sécurité (avant mise ou remise en service, trimestrielles, journalières)- les noms et coordonnées téléphoniques de la personne que les utilisateurs peuvent joindre en cas de nécessité, liée en particulier à l'entretien et la sécurité de la structure. <p>Dossier à tenir à disposition sur le chantier</p>	INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE	

18	<p>Constituer et tenir à disposition sur le chantier le dossier prévu à l'article 4 de l'arrêté du 21 décembre 2004, comprenant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - plans et instructions pour le montage, le démontage et le stockage, note de calcul de résistance et de stabilité si elle ne figure pas dans une notice du fabricant ou si le montage ne correspond pas à une configuration prise en compte dans la note de calcul du fabricant ; - informations relatives aux travaux qu'il est prévu d'effectuer et notamment les charges à supporter qu'impliquent ces travaux (cahier des charges du lot échafaudage). - informations nécessaires à l'examen de montage et d'installation, notamment les données relatives au sol, à la nature des supports et des ancrages, aux réactions d'appui au sol et, le cas échéant, à la vitesse maximale du vent à prendre en compte sur le site d'utilisation, à la nature du bûchage éventuel. - les compte-rendus de vérifications avant mise ou remise en service, trimestrielles et journalières. - le registre d'observations. <p>Vérifications journalières</p>	INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE
49	<p>Il appartient à chacune des entreprises utilisant les tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, soumis aux dispositions de l'arrêté du 21 décembre 2004, d'effectuer la vérification journalière avant d'autoriser leur utilisation par son personnel (examen de l'état de conservation).</p> <p>Registre d'observations "MOYENS D'ACCES COMMUNS"</p>	INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE Toutes entrep.
16	<p>Mettre en place et tenir à disposition de l'ensemble des entreprises du chantier, un registre d'observations leur permettant de consigner :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les observations de sécurité suite aux vérifications journalières ; - les demandes de modification, de transformation (extension, ajout de planchers, complément de protection, etc...) <p>Montage, démontage, transformation</p>	INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE
38	<p>L'accès et l'utilisation des tours escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, durant les phases de montage, de démontage et de transformation sont réservés aux seuls professionnels désignés pour réaliser ce travail. Condamner tous les accès à chaque équipement par un dispositif matériel interdisant son utilisation. Compléter ce dispositif par des panneaux informant du danger et rappelant l'interdiction d'accès aux personnes non autorisées.</p> <p>Consigne d'utilisation</p>	Toutes entrep.


27	<p>Informez les personnes utilisant les tours, escaliers, passerelles, planchers, plateformes, échafaudages, des consignes à respecter. Il est interdit notamment de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - démonter ou modifier tout ou partie de la structure (montants, moises, contreventements, garde-corps, planchers, ancrages, etc...). Les modifications ne peuvent être réalisées que par des personnes compétentes désignées. Les demandes de modifications doivent être faites auprès de votre responsable de chantier. - effectuer des stockages sur les planchers : les matériels et matériaux ne doivent pas y être entreposés, les gravats et débris doivent être évacués. - dépasser la charge admissible indiquée de manière visible sur les planchers. - utiliser ces équipements lorsqu'ils sont rendus glissants par suite de verglas, de gelée ou de neige. - accéder à une structure en cours de montage, démontage ou transformation, si on n'est pas autorisé pour cela. <p>Informez chaque utilisateur qu'en cas d'anomalie ou de danger (protection manquante, déformation inquiétante, démontage partiel,...) il doit cesser l'utilisation de l'équipement et prévenir son responsable de chantier.</p> <p>Gelée, verglas, neige</p>		Toutes entrep.
15	<p>Condamner les accès temporaires par des moyens matériels empêchant leur utilisation lorsqu'ils sont rendus glissants par suite de verglas, de gelée ou de neige. Signaler le danger par panneau. Faire sabler / saler ces accès et vérifier l'absence de risque de glissade avant d'autoriser leur utilisation.</p> <p>Echelles portables</p>		Toutes entrep.
37	<p>Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme postes de travail.</p>		Toutes entrep.

3.7. UTILISATION DE MOYENS COMMUNS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
7	<p>UTILISATION DES MOYENS COMMUNS : REGLES GENERALES</p> <p>Dispositions particulières à l'opération</p> <p>Assurer la continuité et l'entretien des SSI.</p>		Maître d'oeuvre	

3.8. MESURES PRISES EN MATIERE D'INTERACTIONS SUR LE SITE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	<p>RISQUES LIES A L'AMIANTE: DISPOSITIONS COMMUNES A TOUTES ACTIVITES</p> <p>Découverte d'amiante en cours de travaux</p>			

6	<p><u>Pour mémoire :</u></p> <p>Voir Pré-Rapport de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti (Document VERITAS)</p> <p>Article R4412-97 du Code du Travail, Norme NF X 46-020 du 5 août 2017</p> <p>Conclusions de l'opérateur de repérage : L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies et/ou mettre en œuvre des moyens d'accès spécifiques.</p>			
56	<p> <u>En cas de découverte de matériau laissant un doute quant à la présence d'amiante</u>, l'entreprise avertira immédiatement la Maîtrise d'Ouvrage et la Maîtrise d'œuvre afin de faire réaliser les prélèvements complémentaires s'avérant nécessaires. Le Coordonnateur SPS sera informé de cet aléa de chantier. La zone concernée sera correctement balisée avec la mise en place d'une signalétique ("DANGER AMIANTE") interdisant tous travaux dans cette zone.</p>			
14	<p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : PLANNING</p> <p>Remise du planning initial</p> <p>Le Maître d'Ouvre est responsable de l'établissement et du suivi du calendrier général des travaux qui doit permettre l'application des Principes Généraux de la Prévention en éviter notamment les périodes de forte coactivité et les opérations en superposition de tâches.</p> <p>Ce planning d'exécution prendra en considération, en temps voulu, la mise en œuvre des dispositifs permanents de sécurité et des mesures d'organisation de chantier demandés aux différents lots dans le présent PGC.</p> <p>Les calendriers d'exécution seront être obligatoirement présentés au Coordonnateur avant le début des travaux.</p> <p>Toutes modifications, tant changement de prestations, que décalages, que prolongations pour divers motifs, devront faire l'objet d'un avis du Coordonnateur, faute de quoi la non communication de ces modifications ainsi que la non demande d'avis au Coordonnateur le libérera des responsabilités liées à tout incident survenant pour cause de décalage des tâches sur le calendrier d'exécution détaillé.</p>	Maître d'oeuvre	Maître d'oeuvre	Ph. préparation
	<p>RISQUES LIES A LA CO- ACTIVITE : REGLES GENERALES</p> <p>Travaux générant de fortes nuisances : bruit, poussières</p>			

10	<p>La présence d'un établissement en activité à proximité des zones en travaux oblige à mettre en oeuvre des moyens de lutte contre toute émission des poussières.</p> <p>il appartient donc à l'entreprise de prévoir des moyens tels que :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'abattage des poussières - l'aspiration à la source - la sédimentation continue des poussières en suspension dans l'air. <p>- l'isolement des zones en travaux vis à vis de l'environnement (Parois étanches aux poussières complétées par des sas destinés aux personnels extérieurs afin de supprimer les risques de dispersion)</p> <p>- Mise en dépression des zones et conditions de contrôle (A prendre en compte le cas échéant dans les calculs aérauliques)</p> <p>Tous les appareils électroportatifs devront être obligatoirement équipés de système d'aspiration intégré</p> <p>Tous les travaux (EX :emploi de marteau perforateur,...) susceptibles de créer une gêne devront être réalisés après une analyse de risque.</p> <p>Tous les appareils du genre compresseur, groupe électrogène recensés par la législation devront être insonorisés et en porter la mention</p> <p>Il est recommandé aux entreprises de ne pas affecter toujours la même personne à une tâche entraînant des mouvements ou des micro mouvements répétitifs tels ceux engendrés par le marteau piqueur, le perforateur, etc.</p>	Toutes entrep.	CVC - PLOMBERIE INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE	Durée chantier
23	<p>Travaux par point chaud</p> <p>Il est interdit d'effectuer tous travaux par points chauds (travaux de meulage, de soudage, de découpage à l'arc, de découpage oxyacétylénique ou autre) avant établissement et diffusion d'un permis feu par les services du PC sécurité du CHRU et sans respect à minima des mesures suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> -en présence de produits volatiles ou facilement inflammables à proximité (même si ces produits ne sont pas employés par cette Entreprise) -sans présence à proximité d'un extincteur approprié aux risques -sans utilisation d'écrans protecteurs type bâches ignifugées -2h00 avant de quitter le chantier <p>Les bouteilles d'acétylène et d'oxygène des postes à souder devront être stockées sur des chariots de manutention adaptés</p> <p>Les matériaux combustibles, tels que papiers, cartons, chiffons ou tous autres matériaux ne devront pas être brûlés à l'intérieur de l'emprise du chantier.</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
9	<p>Poussières de bois</p> <p>Dans le cadre de l'évaluation des risques, APAVE rappelle que les travaux exposant les travailleurs aux poussières de bois inhalables figurent sur la liste des agents cancérogènes. La VLEP à ne pas dépasser est de 1mg/M3.</p> <p>Il vous appartient donc de veiller à ce que votre activité ne soit pas de nature à générer des suspensions de poussières tant pour vos salariés que pour les autres intervenants du chantier.</p>		Toutes entrep.	
	<p>RISQUES DE MALADIES PROFESSIONNELLES</p> <p>Dispositions particulières à l'opération</p>			

20	<p>Les responsables des Entreprises intervenantes sont tenus de faire intervenir uniquement des personnes répondant aux critères d'aptitude physique requis en fonction de la nature des travaux à réaliser.</p> <p>Chaque entreprise de BTP, est rattachée à un organisme de contrôle médical, lié à l'adresse du siège (ou de l'agence) de l'entreprise. En ce qui concerne, le personnel intérimaire, celui-ci doit avoir avec son contrat de travail, l'attestation médicale d'aptitude au poste de travail pour lequel il va être employé en tout état de cause le certificat médical ne doit pas comporter d'incapacité au travail en hauteur ou/et au port de charges lourdes, voir fiche OPPBTP N° H1 F 01 96.</p> <p>La vaccination contre le tétanos est une mesure préventive minimale</p> <p>Nous rappelons à toutes les Entreprises que la détention et la consommation d'alcool ou d'autres substances illicites sur chantier sont formellement interdites</p> <p>Nous rappelons à toutes les Entreprises qu'il est formellement interdit de fumer dans les zones communes de chantier (utiliser les zones réservées à cet effet)</p>	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
11	<p>TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS</p> <p>Exposition au contact de pièces nues sous tension supérieure à la TBT</p> <p>Vérifier la mise hors tension de l'installation électrique existante avant toute découpe de béton ou aménagement dans l'existant</p> <p>Interdiction d'intervenir sur les installations électriques de chantier :</p> <p>Interdire formellement l'utilisation d'appareillages et des rallonges électriques non conformes ou non contrôlés et en mauvais état de marche</p> <p>Obligation de respecter les normes d'éloignement des coffrets électriques (25m)</p>	Toutes entrep.		Durée chantier
57	<p>Transmettre un PV de mise hors tension des installations existantes (conformément aux dispositions du code du travail R.4534-111 à R.4534-116).</p> <p>(Voir Annexe du PGC).</p> <p>Faire réaliser les travaux par du personnel habilité aux risques électriques et suivant la norme UTE C 18-510</p> <p>Mettre en place des coffrets de prises protégés par un système différentiel de 30 Ma</p> <p>Mettre en place l'éclairage des circulations suivant l'avancement des travaux</p> <p>Utiliser une procédure de consignation des installations électriques pour certaines interventions sur les existants en faisant signer une personne responsable de l'établissement</p>		Maître d'ouvrage	Avant interv.

4. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. INTERFERENCES AVEC UN ETABLISSEMENT EN ACTIVITE SUR LE SITE OU AU VOISINAGE

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
26	<p>CONTRAINTES D'ORGANISATION LIEES A L'ACTIVITE DE L'ETABLISSEMENT</p> <p>industriel</p> <p>Le Maître d'Ouvrage et le chef d'établissement devront établir, diffuser et afficher les consignes à respecter par le personnel de l'établissement ou des résidents durant les travaux, en indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les zones de chantier. - les accès séparés entre ceux des entreprises extérieures et ceux du personnel de l'établissement ou des résidents - les différentes interdictions durant les approvisionnements ou évacuations de matériel ou de matériaux par les entreprises extérieures - les interdictions d'accès dans les zones en travaux ou à proximité <p>Les locaux en « exploitation » situés à l'aplomb ou à proximité des locaux en travaux devront être obligatoirement libérés et neutralisés en fonction des interventions.</p> <p>Les interventions pouvant présenter un risque quelconque vis à vis du personnel de l'établissement ou des résidents devront être obligatoirement programmées hors présence du personnel</p> <p>Les consignes de sécurité propres au site seront données à chaque Entreprise par le chef d'établissement suivant le décret du 20 février 1992</p>	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
62	<p>Les entreprises devront tenir compte de la réalisation des travaux en site occupé et prendre toute disposition pour que les interventions ne créent pas un risque pour le personnel.</p> <p>Les consignes de sécurité propres au site seront données à chaque Entreprise par le chef d'établissement</p> <p>Les Entreprises concernées devront s'assurer de la mise hors tension des réseaux électriques et de la mise hors service des autres réseaux avant toutes interventions. Les constats de mise hors service seront consignés dans les comptes rendus de Maîtrise d'Oeuvre.</p>	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Toutes entrep.	Durée chantier
72	<p>L'Entreprise concernée devra assurer la fermeture des zones actives de chantier pour éviter toute propagation de poussière dans les zones en activité.</p> <p>Risques hospitaliers</p>			Ph. préparation

82	<p><u>En complément du Volume XIX - N° 1 - Mars 2011</u> <u>Risque infectieux fongique et travaux en établissement de santé Identification du risque et mise en place de mesures de gestion :</u></p> <p>Les Entreprises intervenantes devront se soumettre aux contraintes imposées par les services d'hygiène hospitalière notamment vis à vis des infections nosocomiales et du risque d'apparition d'aspergillose invasives.</p> <p>Les Entreprises devront mettre en place des procédures et des mesures de prévention particulières pour limiter au maximum l'émission de poussières par notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - humidification des gravois - sédimentation des poussières - utilisation systématique et permanente de sacs poubelles plastiques - Mise en oeuvre de sas étanches en dépression dont les valeurs et les renouvellements d'air devront rester compatibles avec les activités et les exigences de l'établissement - utilisation systématique d'aspirateur intégré sur les scies, rabots ou autres appareillages et privilégier tout dispositifs d'aspiration à la source. 	Toutes entrep.	Maître d'oeuvre Maître d'ouvrage	Durée chantier
83	<p><u>Le titulaire du lot concerné devra :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Maintenir en place des séparations physiques étanches aux poussières avec porte provisoire recouverts de polyane pour sectoriser les zones de travaux. <p>Ces dispositifs temporaires devront empêcher toute propagation de poussières, préserver les unités de passage, les issues de secours, les degrés coupe feu, les éclairages de sécurité, les signalétiques et toutes autres sujétions indispensables au bon fonctionnement de l'établissement dans le respect des règles de sécurité intérieures.</p> <ul style="list-style-type: none"> - réaliser le montage de gaines de désenfumage dans les zones de chantier pour limiter les opérations de mise en place dans des zones ouvertes au public - mettre en place des serpillières humides pour l'entrée ou la sortie des zones de chantier par rapport aux services 		INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE	Avant interv.

84

Les Entreprises devant intervenir dans les services en activité devront obligatoirement fournir à leur personnel des chariots de manutention adapté en dimension (type « chariots hospitaliers ») pour poser leur matériel afin de limiter la gêne dans les circulations.

Les Entreprises devant intervenir dans les services en activité devront obliger leur personnel à avoir une propreté vestimentaire compatible (Combinaisons étanches aux particules, surbottes, masques ...) avec l'exécution de travaux dans un milieu hospitalier.

Il est formellement interdit de se rendre dans une zone d'accès au public dans une tenue de travail qui n'assure pas une bonne propreté vestimentaire.

Il est formellement interdit de se rendre dans une zone non concernée par les travaux sans autorisation des services techniques.

Chaque Entreprise devra prendre en compte dans son PPSPS les dispositions suivantes sans que cette énumération soit exhaustive :

- laisser la priorité aux véhicules de secours hospitaliers
- respecter le code de la route et rouler au pas
- ne pas encombrer les voies de circulation même de façon temporaire
- interdiction de se trouver en position de travailleur isolé
- ranger les aires de stockage et ne pas encombrer les voies de circulation
- interdiction formelle d'effectuer des manoeuvres sur les installations existantes sans autorisation préalable
- prendre toutes les dispositions pour protéger mécaniquement les canalisations, piquages, vannes etc.... en cas de travail à proximité
- interdiction formelle de manoeuvre sur vannes, même en cas de fuite et obligation de prévenir immédiatement les services techniques
- en cas de contact avec les effluents, se rendre au service des urgences et prendre contact avec le médecin du travail
- présence obligatoire de 2 personnes lors de travaux
- raccorder tout appareillage électrique sur une installation de chantier protégée par un système différentiel de 30mA
- interdire toute manoeuvre sans autorisation des services techniques
- prendre toute disposition pour exclure les défauts accidentels (étude détaillée de toutes les opérations, procédures d'essais sous tension de tout le matériel avant raccordement, encadrement rigoureux du personnel d'exécution, intervention avec personnel hautement qualifié et formé aux risques électriques)
- privilégier l'utilisation d'outillage sur batterie
- capter impérativement les poussières à leur origine

Etab. en activité
INSTALLATION DE
CHANTIER-
DEMOLITION-GROS
ŒUVRE

85



En complément conformément à la fiche RIF en annexe du présent document le chef d'établissement rappelle que les zones de travaux devront être nettoyées à minima quotidiennement à l'aide d'un aspirateur à filtration absolue (HEPA 13/14)

Maître d'oeuvre

Toutes entrep.

Quotidien

5. SECOURS ET EVACUATION DES TRAVAILLEURS : ORGANISATION - RENSEIGNEMENTS PRATIQUES


5.1. ORGANISATION DES SECOURS

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
54	MOYENS D'ALERTE Téléphone mobile Chaque entreprise titulaire doit déclarer obligatoirement tout accident du travail au Coordonnateur qui transmettra alors un « rapport d'accident » que l'Entreprise concernée devra retourner complétée dans les 48 heures Pour l'ensemble du chantier, les Entreprises assureront par entente commune la présence permanente d'un sauveteur Sécurité du Travail pour 20 personnes. Chaque sauveteur secouriste devra être identifié par un badge spécial (apposé de préférence sur le casque). Chaque Entreprise devra communiquer au Coordonnateur le nom des secouristes présents sur le chantier dans son PPSPS. Chaque Entreprise devra consulter, compléter et joindre au PPSPS le mémo OPPBTP N° H4 M 03 97 Les accès au chantier devront en permanence autoriser le passage des services de secours. Il ne sera toléré aucun stationnement ou entreposage de matériel ou matériaux, même momentanément dans leur emprise. Les Entreprises ne devront en aucun cas stationner leur véhicules de service sur les accès du chantier ou à proximité des entrées des bâtiments pour faciliter le passage des véhicules prioritaires.	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
19	EN CAS D'INCENDIE : MODELE DE CONSIGNE A L'ATTENTION DES ENTREPRISES Consignes incendie réglementation Extincteurs dûment contrôlés et adaptés aux locaux et aux risques, consulter le mémo OPPBTP N° A6 M 01 92, Lutte contre le feu, consulter la fiche OPPBTP N° A6 F 01 85, Mise en place par les Entreprises des moyens de protection incendie adaptés aux risques recensés : <ul style="list-style-type: none"> • Sur les installations (parties privatives et collectives) • Sur les engins et véhicules de chantier • Sur les postes de travail notamment • Dans les zones de stockage Chaque entreprise effectuant des travaux par points chauds doit obligatoirement imposer au personnel intervenant la présence d'un extincteur en état de marche obligatoirement sur le poste de travail	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier

6. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

6.1. MODALITES DE COOPERATION : DISPOSITIONS GENERALES

N°	Points de prévention - Mesures d'organisation et de coordination	Mise en oeuvre	Suivi Entretien Nettoyage	Délais
	MODALITES PRATIQUES DE COOPERATION ENTRE LES INTERVENANTS			
42	Sous-traitants L'entreprise communique au coordonnateur la liste des travaux qu'elle a sous-traités, ou qu'elle envisage de sous-traiter, ainsi que les noms et coordonnées des sous-traitants désignés ou pré-sentis, dont l'agrément a été demandé au maître d'ouvrage.		Toutes entrep.	
4	Dispositions particulières à l'opération La législation oblige contractuellement les Entreprises (titulaires et sous-traitantes) à participer activement à la Mission de Coordination en matière de Sécurité - Protection de la Santé : - En appliquant et en faisant appliquer à toute personne présente sur le chantier les Principes Généraux de la Prévention. - En déclarant au Coordonnateur tout accident du travail avec ou sans arrêt, le nombre des jours d'arrêt, le type d'accident et le nombre d'heures travaillées. - En déclarant suffisamment de temps à l'avance le nom des Entreprises auxquelles elles comptent sous-traiter des travaux afin que le Coordonnateur ait le temps de les convoquer à une inspection commune précédant l'envoi de leur Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé (PPSPS). - En faisant respecter à toute Entreprise sous traitante, à tout « locataire » ou à tout fournisseur les contraintes d'organisation et les mesures d'hygiène et de sécurité auxquelles est soumise cette opération. - En faisant respecter à l'ensemble de son personnel le port des protections individuelles adaptées aux travaux à exécuter (casques, chaussures, masques, gants, harnais, lunettes, protections auditives etc...).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Durée chantier
	PPSPS			
28	Mise à jour du PPSPS Chaque entreprise, y compris les entreprises sous traitantes et travailleurs indépendants, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit avant l'inspection commune, un projet de plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS). Ce plan est communiqué au coordonnateur SPS. Il est examiné lors de l'inspection commune et s'il fait l'objet de demande de modifications, celles-ci sont apportées par l'entreprise, <u>sous un délai maximum d'une semaine</u> . Le document mis à jour est communiqué au coordonnateur SPS, dans les 8 jours au format papier et format dématérialisé (PDF).	Toutes entrep.	Toutes entrep.	Avant interv.

	INSPECTION COMMUNE			
32	Demande d'inspection commune avant démarrage travaux Préalablement à toute intervention, chaque entrepreneur devra procéder à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur sécurité en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune aura lieu avant la diffusion <u>définitive</u> du PPSPS de manière à intégrer éventuellement dans ce document les consignes résultant de l'inspection		Toutes entrep.	
70	Les entreprises de Bâtiment ou de Génie Civil, titulaires d'un lot, ou sous-traitant dûment agréé par le Maître d'ouvrage, sont soumises à Inspection Commune avant toute intervention sur le chantier. A ce titre elles prendront l'attache du CSPS à minima 15 jours avant le démarrage de leurs travaux afin d'organiser l'Inspection commune. Pour les autres entreprises réalisant des travaux annexes : Il appartient au donneur d'ordre d'informer le CSPS des interventions de celles-ci, ainsi que de la nécessité de réaliser une inspection commune en fonction des trois critères suivants : L'intervention est-elle obligatoire ? L'intervention est-elle panifiable ? L'intervention génère-t-elle des risques envers les autres intervenants ? Dès lors que les trois réponses sont "oui" l'inspection commune avec le CSPS est obligatoire.			
79	 Pour les entreprises il est demandé d'anticiper les rendez-vous pour programmer les inspections communes --> Pas d'inspection commune/ accès chantier non autorisé		Toutes entrep.	

7. ANNEXES

7.1. ANNEXE 1 : ANNUAIRE

7.1.1. intervenants

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Maître d'ouvrage	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE BREST UNIVERSITAIRE DE BREST 5 AVENUE MARECHAL FOCH 29609 BREST CEDEX France	M. SPANNEUT Patrick	0633517593 patrick.spanneut@chu-brest.fr
Maître d'ouvrage personne physique	CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE BREST 2 AVENUE MARECHAL FOCH BP 824 29609 BREST CEDEX France	M. HOUZE Fabien	0298223333 0786349266 fabien.houze@chu-brest.fr
Architecte	COLLECTIF D'ARCHITECTES 20 QUAI DU COMMANDANT MALBERT 29200 BREST France		0298331199 0298331695 ca-brest@collectif-architectes.fr
Architecte	COLLECTIF D'ARCHITECTES 20 QUAI DU COMMANDANT MALBERT 29200 BREST France	Mme NEDELEC Christelle	0298331199 0298331695 christelle.nedelec@collectif-architectes.fr
Maître d'oeuvre	COLLECTIF D'ARCHITECTES 20 QUAI DU COMMANDANT MALBERT 29200 BREST France		0298331199 0298331695 ca-brest@collectif-architectes.fr
Bureaux d'étude	OTEIS 5 rue de Kervezennec 29200 BREST France		
Bureaux d'étude	OTEIS 5 rue de Kervezennec 29200 BREST France	M. BERNARD Johann	0613755277 johann.bernard@oteis.fr
Coordonnateur SPS - Phase de Conception	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - Brest 37 avenue du Baron Lacrosse ZAC de Kergaradec CS 80166 29803 BREST CEDEX 9 France	M. LAHE BERNARD	0298101560 0620678107 0298025519 bernard.lahe@apave.com



**CAVALE BLANCHE RESTRUCTURATION DU SERVICE DIALYSE PÔLE 4
NIVEAU 3 - BREST (29)**

INTEGRATION DE LA SECURITE AU CHANTIER

PLAN GENERAL DE COORDINATION SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

COORDINATION SPS

Aff. n°: C23004126

N° chrono: 6

Date: 22/10/25

Page: 37 / 42

Fonction	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
Coordonnateur SPS - Phase de Réalisation	APAVE INFRASTRUCTURES ET CONSTRUCTION FRANCE - Brest 37 avenue du Baron Lacrosse ZAC de Kergaradec CS 80166 29803 BREST CEDEX 9 France	M. LAHE BERNARD	0298101560 0620678107 0298025519 bernard.lahe@apave.com

Légende : **OPC** : Ordonnancement Pilotage et Coordination de travaux

7.1.2. organismes de préventions institutionnels

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone(T) Fax(F) Mail
DDTEFP	DDETS UC2-5 DDETS 29 1 rue des Néréides CS 32922 29229 BREST CEDEX 2 France		0298418255 ddets-uc2-5@finistere.gouv.fr
CRAM	CARSAT BRETAGNE 236 rue de Chateaugiron 35030 RENNES France	M. JEGU Jean François	0299266137 0772171089 0299267048 jean-francois.jegu@carsat-bretagne.fr
OPPBTP	ORGANISME PROFESSIONNEL DE PRÉVENTION DU BATIMENT ET DES TRAVAUX PUBLICS 18-20 rue Bahon Rault 35000 RENNES France	Mme BRANDALISE Candice	0617363720 candice.brandalise@oppbtp.fr

Légende : **DIRECCTE** : Direction Régionale des Entreprises de la Concurrence, de la Consommation, du Travail et de l'Emploi - **CARSAT** : Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail - **OPPBTP** : Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics - **MSA** : Mutualité Sociale Agricole

7.1.3. Services d'urgences

Services	Téléphone (T) Fax (F)
SAMU	15 (à partir d'un tel. fixe) ou 112 (à partir d'un tel. mobile)
Police ou gendarmerie	17
Pompiers	18

7.1.4. Autres

Raison sociale	Adresse	Représentant	Téléphone (T) Fax (F) Mail
----------------	---------	--------------	----------------------------

7 .1.5. listes des entreprises

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

N° Lot	LOT / TRAVAUX	ENTREPRISE Interlocuteur du CSPS	Téléphone Fax	INTERVENTIONS				DATE	
				Début	Fin	Durée	Effectif	IC	PPSPS
01A	INSTALLATION DE CHANTIER- DEMOLITION-GROS ŒUVRE	<i>Non désigné</i>							
01B	CHARPENTE METALLIQUE - FOB	<i>Non désigné</i>							
01C	ETANCHEITE - COUVERTURE	<i>Non désigné</i>							
01D	MENUISERIES INTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
01E	DOUBLAGES - CLOISONS	<i>Non désigné</i>							
01F	PLAFONDS	<i>Non désigné</i>							
01G	REVETEMENTS DE SOLS	<i>Non désigné</i>							
01H	PEINTURE	<i>Non désigné</i>							
02	MENUISERIES EXTERIEURES	<i>Non désigné</i>							
03	AGENCEMENT	<i>Non désigné</i>							
04	CVC - PLOMBERIE	<i>Non désigné</i>							
05	FLUIDES MEDICAUX	<i>Non désigné</i>							
06	CFO - CFA	<i>Non désigné</i>							
07	PNEUMATIQUES	<i>Non désigné</i>							

7.2. RECHERCHE ET IDENTIFICATION DES MATERIAUX ET PRODUITS CONTENANT DE L'AMIANTE

Attention: L'ensemble des résultats issus des repérages sous références :

- Pré-Rapports de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante avant réalisation de travaux dans un immeuble bâti sous références : BUREAU VERITAS 17181405/S4.1.2.R et 17203186/S3.2.3.R dont les conclusions sont les suivantes :

"L'opérateur de repérage n'ayant pu mener à son terme la mission décrite en tête de rapport, le donneur d'ordre doit faire réaliser des investigations approfondies et/ou mettre en œuvre des moyens d'accès spécifiques. Dans le cadre de la mission objet du présent pré-rapport, il n'a pas été repéré à ce stade de matériaux et produits contenant de l'amiante. Dans l'attente de leur extension, il appartient au maître d'œuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer des matériaux et produits amiantés, générant un risque d'inhalation de fibres d'amiante".

7.3. CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

Attention : l'ouvrage est susceptible de contenir du plomb. L'ensemble des résultats issus des repérages des matériaux et produits contenant du plomb n'a pas été communiqué par le maître d'ouvrage. Dans l'attente de leur communication, il appartient au maître d'œuvre et aux entreprises d'interdire tous travaux sur les parties d'ouvrage susceptibles de renfermer du plomb, générant un risque d'inhalation de poussières de plomb tels que : démolition même partielle, découpe, percement, grattage, ponçage, meulage, etc...

7.4. CALENDRIER DES TRAVAUX

Calendrier des travaux : Suivant planning OTEIS (Planning barre édition du 20/06/2025)

7.5. PLAN INSTALLATIONS DE CHANTIER

Plan d'installation de chantier et phasage : Voir document joint à la consultation. (Edition phase APS du 17/06/2025)

7.6. REGLEMENT INTERIEUR DE L'ETABLISSEMENT D'ACCUEIL

Règlement de l'établissement en activité à l'intérieur ou à proximité duquel se déroule le chantier :

- non fourni à la date d'élaboration du Plan Général de Coordination.
- Grille RIF en annexe du présent PGCSPS

7.7. PPSPS (Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé)

Chaque entrepreneur, indépendant compris, intervenant sur le site établit un PPSPS dans les délais suivants :

- Entrepreneur titulaire d'un contrat de travaux : 30 jours à compter de la réception du contrat signé.
- Entrepreneur sous-traitant : 30 jours à compter de la réception du contrat signé par l'entrepreneur titulaire.

Cas particuliers :

- ce délai est ramené à 8 jours pour les travaux de second oeuvre dans une opération de bâtiment, ou pour les travaux accessoires dans une opération de génie civil, dès lors que ceux-ci ne figurent pas sur la liste des travaux comportant des risques particuliers (Arrêté du 25.02.2003).
- Dans le cas de travaux de démolition, de retrait ou de confinement d'amiante, la diffusion devra être faite 1 mois avant leur début.

Le PPSPS est établi en tenant compte des contraintes propres à l'opération, des obligations générales de sécurité applicables à toute entreprise, des prescriptions particulières du PGC.

Le PPSPS analyse de manière détaillée les procédés de construction et d'exécution, ainsi que les modes opératoires retenus dès lors qu'ils ont une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs opérant sur le chantier. Il est adapté au chantier et aux travaux de l'entreprise. Il définit les risques prévisibles liés aux modes opératoires, aux matériels, dispositifs et installations mis en oeuvre, à l'utilisation de substances ou préparations, aux déplacements du personnel, à l'organisation du site, et décrit les mesures de sécurité mises en oeuvre pour éviter ces risques et satisfaire aux principes généraux de prévention.

Le PPSPS énumère les mesures prises par l'entreprise pour assurer la sécurité de son personnel et celui des autres entreprises travaillant sur le chantier. Il fait l'objet des modifications ou additifs nécessités par l'évolution du chantier.

Préalablement à son intervention, chaque entrepreneur procède à une inspection commune du chantier avec le coordonnateur SPS en vue de préciser, en fonction des caractéristiques des travaux à réaliser, les consignes à observer. Cette inspection commune a lieu avant la diffusion définitive du PPSPS, afin que l'entreprise puisse intégrer, dans ce document, les consignes résultant de l'inspection. Chaque entreprise diffuse son PPSPS au coordonnateur SPS avant le début de son intervention sur le chantier.

En outre, l'entreprise chargée du gros oeuvre et/ ou de travaux à risques particuliers diffuse son PPSPS à l'Inspection du Travail, la CARSAT (ex. CRAM) ou la MSA, l'OPPBTP.

Dans le cas d'opération de construction de bâtiment, le coordonnateur SPS transmet aux entrepreneurs, ou laisse en consultation sur le chantier, un exemplaire du PPSPS du gros oeuvre ou du lot principal et des lots réalisant des travaux à risques particuliers.

Tout PPSPS peut être obtenu, sur simple demande, auprès du coordonnateur SPS.

7.8. DOCUMENTS COMPLEMENTAIRES

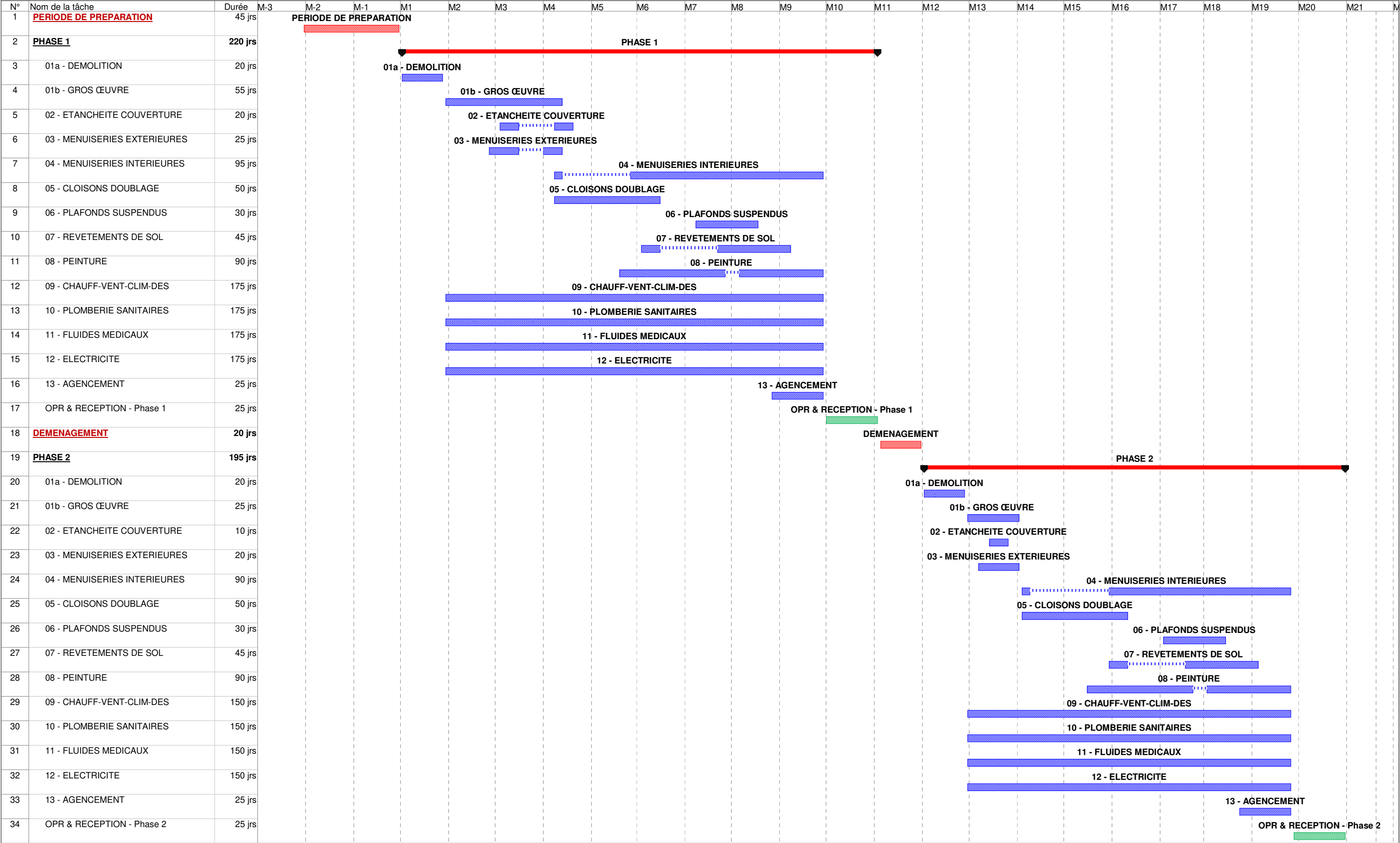
Fichier(s) en annexe

2025.06.20 - Planning barres CHU CAVALE BLANCHE HEMODIALYSE (1)

20250428 - CHU - ENR-01116 - grille RIF - V2 Jber

.1.2. organismes de préventions institutionnels

PLANNING BARRES



	ENREGISTREMENT	Réf : TRAV-EOH-EOH/ENR-01109
	Grille d'évaluation du risque infectieux fongique liés aux travaux	Date : 03/02/2014
		Version 01

Service émetteur : Equipe opérationnelle d'hygiène EOH	
Rédacteur : R. BARON	
Domaine d'application - Personnel concerné : Tout CHRU – Personne chargée de remplir le plan de prévention	
Références de la (des) procédure(s) associée(s) :	
Validation par : Dr R. BARON – Responsable de l'EOH	Signé le : 03/02/2014

CHANTIER : Refonte du Plateau d'Hémodialyse Responsable du chantier : Fabien HOUZE

Localisation des travaux : Cavale Blanche - POLE 4 - niveau 3

Date de début: 1 /3 / 2026

Date de fin prévisionnelle: 30 /6 / 2027

NATURE DES TRAVAUX	NOTE ATTRIBUEE
Démolition	10/ 10
VRD1 lourd (route, terrassement en pleine masse)	0/ 10
VRD1 léger (réseaux enterrés, terrassement ponctuels)	0/ 3
Fondation	0/ 2
Gros œuvre (maçonnerie)	1/ 3
Charpente bois	0/ 5
Couverture (avec ou sans tuile)	1/ 1
Menuiserie extérieure / Façade (bardage, enduit...)	1/ 1
Charpente métallique / Serrurerie	1/ 1
Electricité / CVC2 (+/- raccordement sur gaines existantes)	1/ 1
Faux-plafond (+/- dépose d'existant)	5/ 5
Intervention sur système de ventilation	10/ 10
Intervention sur gaine de volet roulant	0/ 5
Revêtement mural (+/- dépose d'existant)	1/ 1
Revêtement de sol (sol souple/carrelage/résine)	5/ 5
Plâtrerie (plaques de plâtre, gaines d'isolant...)	10/ 10
Menuiserie intérieure (bois, PVC, Alu, verre...)	5/ 5
Espace vert	0/ 3
TOTAL :	51/ 81

1 VRD : Voirie, Réseau, Divers

2 CVC : Chauffage, Ventilation, Climatisation

COEFFICIENT DE RISQUE :

Il est calculé en prenant en compte les secteurs suivants :

Hématologie / Oncologie / Unités de transplantation / Unités de réanimation et de soins intensifs / Brûlés / Toutes les salles d'opération / Salles de cathétérisme cardiaque et de radiologie interventionnelle / Salles blanches de l'unité de reconstitution des cytotatiques et de nutrition parentérale de la Pharmacie / Stérilisation / Salle de contrôle des préparations stériles.

ZONE DE TRAVAUX	OUI	NOTE ATTRIBUEE
À l'intérieur des secteurs ci-dessus	<input type="checkbox"/>	10
À l'extérieur du bâtiment et des secteurs ci-dessus, sous vents dominants, À l'intérieur du bâtiment et à proximité des secteurs ci-dessus	<input checked="" type="checkbox"/>	5
À l'extérieur des secteurs ci-dessus, hors vents dominants À l'intérieur du bâtiment mais éloigné des secteurs ci-dessus	<input type="checkbox"/>	1

La note est attribuée « automatiquement », elle correspond à la case cochée « oui ».

<p align="center">QUANTIFICATION DU RISQUE</p> <p align="center">Index = Nature des travaux x Coefficient de risque :</p> <p align="center">51 X 5 = 255</p>
--

CATEGORIES DE RISQUE en fonction de l'index calculé

Index	<25	25≥Index≤100	Index>100
Risque	Faible	Modéré	Elevé

	ENREGISTREMENT	Réf : TRAV-EOH-EOH/ENR-01109
	Grille d'évaluation du risque infectieux fongique liés aux travaux	Date : 03/02/2014
		Version 01

RECOMMANDATIONS CONCERNANT LES MESURES PREVENTIVES		Risque faible	Risque modéré	Risque élevé
ENTREPRENEURS/PERSONNEL DE MAINTENANCE				
Elimination des poussières				
TCE	1. Nettoyer quotidiennement les zones de travail et de façon hebdomadaire l'ensemble du chantier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	2. Utiliser des méthodes réduisant le plus possible la génération de poussières : - Choix constructif, choix des outils et matériaux (ex : ponceuse avec aspirateur, ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	3. Prendre des moyens pour réduire le plus possible la dispersion des poussières : - Vaporiser de l'eau sur les surfaces (pendant les travaux de coupe, terrassement, ...)	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
GOE	- Sceller les fenêtres et portes avec un ruban adhésif	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
CVC	- Sceller les bouches de traitement d'air		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
GOE	- Mettre en place un dispositif au sol de captage de la poussière (ex : drap humide, ...)		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
GOE	4. Eriger un écran anti-poussière → confinement étanche de la zone de chantier			<input checked="" type="checkbox"/>
GOE	5. Mettre un SAS - Les ouvriers doivent porter une tenue vestimentaire et la changer quand ils se rendent au chantier à travers un SAS obligatoire			<input type="checkbox"/>
TCE	6. Les trous dans les murs doivent être réparés dans les 8 heures ou scellés temporairement			<input type="checkbox"/>
Ventilation				
CVC	7. Fermer le système de ventilation dans la zone de travaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	8. Vérifier si les filtres, dans la zone de construction, doivent être changés/nettoyés après la fin des travaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
GOE	9. Veiller à ce que l'air soit évacué directement vers l'extérieur, loin des reprises d'air neuf	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	10. Contrôler les prises d'air filtré			<input type="checkbox"/>
	11. Veiller à ce que la zone des travaux soit maintenue en pression négative			<input checked="" type="checkbox"/>
CVC	12. Veiller à ce que les systèmes de ventilation fonctionnent correctement dans les zones adjacentes			<input checked="" type="checkbox"/>
TCE	13. Faire un contrôle à la fin des travaux (prélèvements d'air et de surface à la recherche d'Aspergillus)			<input type="checkbox"/>
	Mesure complémentaire : interdiction d'ouverture des fenêtres du chantier côté patio en face des chambres de l'UTR			<input checked="" type="checkbox"/>
Elimination des débris				
TCE	14. Placer les débris dans des contenants fermés ou les recouvrir d'une bâche humide avant transport	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	15. Eliminer les débris quotidiennement			<input type="checkbox"/>
	16. Nettoyer la zone des travaux chaque jour avec un <u>aspirateur muni d'un filtre absolu</u> chaque jour			<input type="checkbox"/>
Travaux de plomberie				
	17. Vidanger les conduites d'eau avant de les réutiliser	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	18. Désinfecter le réseau avant réutilisation		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
CVC	19. Veiller que la température de l'eau soit conforme aux normes		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	20. Purger périodiquement le réseau d'eau stagnant (en assurer la traçabilité)		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	21. Envisager d'hyperchlorer ou de surchauffer le réseau d'eau pendant le chantier		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	22. Faire un contrôle de l'eau (à préciser : <i>Legionella</i> , potabilité, ...)		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Contrôle de la circulation				
GOE	23. Etablir un plan de circulation des ouvriers, des matériaux, camions et engins de chantier	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	24. Etablir un plan de circulation des ouvriers qui évite les aires de soins			<input checked="" type="checkbox"/>
PERSONNEL MEDICAL/INFIRMIER				
Construction/rénovation				
	25. Réduire le plus possible l'exposition des patients aux zones de travaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	26. Renforcer les prestations ménage du secteur à risque et de ses abords	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	27. Protéger l'équipement et les fournitures destinés aux soins des patients		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	28. Veiller à ce que les patients et le personnel ne s'approchent pas de la zone des travaux		<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	29. Identifier les patients à haut risque "aspergillaire"	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	30. Déplacer les patients à haut risque qui sont hébergés à proximité des travaux	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	31. Protéger les patients à haut risque s'ils sortent de leur secteur d'hospitalisation (port d'appareil de protection respiratoire)			<input type="checkbox"/>
	32. Veiller au bionettoyage (murs compris) de la zone de travaux à la fin des travaux		<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
Travaux de plomberie				
	33. Signaler tout changement de coloration de l'eau ou les fuites d'eau	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>